



Douala : de la construction de la vulnérabilité à la catastrophe programmée

Abdel Rahofou MOUNDE

Abdel Rahofou Mounde est titulaire d'un Master en Urbanisme et Aménagement de l'Université de Yaoundé I. Ses travaux ont porté sur la cartographie du risque d'inondation et la conception d'une stratégie de lutte dans un bassin versant de la ville de Douala (Cameroun). Il collabore à de nombreux projets communaux de développement local. C'est ainsi que pour le compte de la Communauté Urbaine de Douala, il a participé à la sensibilisation des élèves du primaire et du secondaire aux risques d'inondation et à l'assainissement des drains.

abdelrmounde@hotmail.com

Les inondations correspondent aux catastrophes les plus récurrentes dans les deux hémisphères de notre planète. Elles représentent 51 % des désastres naturels qui surviennent dans le monde (GIEC, 2007). Ces montées d'eau se produisent aussi bien dans les zones rurales que dans les milieux urbains, des pays du Sud comme ceux du Nord.

Douala, une prédisposition aux inondations

À Douala, capitale économique du Cameroun, la situation est de plus en plus alarmante. Les inondations y constituent l'essentiel des catastrophes naturelles vécues ces dix dernières années. On estime que 65 % de la population serait susceptible d'être affecté par ce phénomène. Entre 1993 et 2015, y ont été enregistrées plus de 336 inondations et les records annuels sont régulièrement battus. La moyenne annuelle du nombre d'inondations est sans cesse en progression. Dans les années 1980, les submersions étaient

en moyenne de 5 par année. Depuis le début des années 2000, elles sont passées à une moyenne de 8 par année (Mounde, 2017).

La majeure partie de l'année est rythmée par des périodes d'inondations calquées sur les deux saisons pluvieuses. Les mois de février et de mars présentent un risque d'inondation élevé. D'août à octobre, le risque devient très élevé avec des durées et des hauteurs d'inondations encore plus importantes. Les durées de submersions varient de quelques dizaines de minutes à plusieurs heures, et leur hauteur varie de 0,3 à 1 m.

C'est la situation géographique de la ville de Douala qui la prédispose à subir des submersions régulières. En effet, le site plat et peu élevé (entre 5 et 125 m d'altitude), le sol hydromorphe, les faibles pentes, mais aussi et surtout la forte pluviométrie correspondent à des données géographiques à l'origine de ces drames. Toutefois, la persistance des inondations dans la ville de Douala apparaît aujourd'hui comme étant principalement le résultat des comportements humains plutôt que de prédispositions naturelles. Ainsi, Ela (1983) pointait déjà la « villagisation » de l'urbain comme cause des maux de la ville.

Des défaillances humaines comme clé de voute

L'action anthropique à l'origine des inondations résulte de l'occupation des lits des cours d'eau par les constructions des populations ou des déchets qu'elles y déversent. Aussi, la défaillance ou l'absence d'ouvrages d'assainissement, l'imperméabilisation des surfaces et la croissance des surfaces bâties concourent aussi à l'intensification du phénomène des inondations.



Un cours d'eau du quartier Madagascar, dans la ville de Douala, en proie à la pollution plastique.

Crédit photo : Moventhiis, dans Wikimedia Commons

Les conséquences sont nombreuses et souvent dramatiques pour les populations et le milieu naturel. L'économie est affectée à travers la détérioration ou la destruction des infrastructures et la cessation des activités de production. La détérioration des édifices et logements, les pertes en vies humaines, la multiplication des cas de maladies hydriques et les souffrances psychologiques sont les conséquences sociales les plus significatives. L'environnement subit fortement la pollution, la détérioration des cours d'eaux, des sols et de la végétation.

Des solutions ont été développées par les populations locales, ainsi que les acteurs publics et paraétatiques, compte tenu de la situation dramatique que vivent les populations chaque année au retour des pluies. Les solutions préconisées sont le plus souvent artisanales et peu efficaces pour les populations, notamment la pose des sacs de sables sur les rivages des cours d'eau, les surélévations des habitations et des opérations sporadiques de curage de drains.

Ces mesures sont loin de remédier activement aux submersions et ne consistent le plus souvent qu'à déplacer le problème. Il a fallu beaucoup de temps pour que les pouvoirs publics (État et Communauté Urbaine) prennent réellement la mesure des contraintes que subissent les habitants de la ville de Douala. Ces dernières années, d'importants projets ont été initiés afin de s'attaquer au problème.

De manière globale, ces initiatives se déclinent en deux grandes entités. Tout d'abord, le déguerpissement des zones non constructibles (marécages, espaces verts, lits de cours de d'eau, etc.) s'est accentué dans presque tous les arrondissements de la métropole. De plus, la fin des programmes d'ajustement structurel et des coupes budgétaires ont permis de dégager des ressources pour la construction de nouvelles infrastructures. Ces infrastructures sont pour l'essentiel des drains, des rigoles et des caniveaux. Plusieurs centaines de mètres linéaires ont ainsi été érigés ces vingt dernières années.



Des éboueurs en plein ramassage dans les rues de Douala.

Crédit photo : Johnkekam, dans Wikimedia Commons

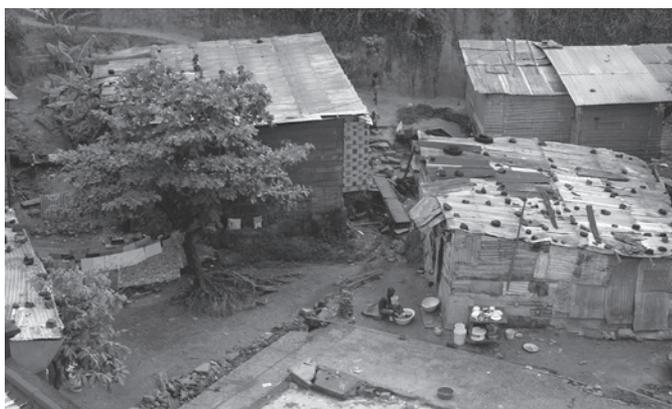
■ L'urgence de solutions viables

On aurait espéré de ces initiatives une amélioration perceptible de la situation et un recul net de la vulnérabilité de la métropole. Au contraire, au fur et à mesure que la ville s'étend de manière anarchique, le nombre de personnes vulnérables augmente. On estime que, d'ici 2050, près de 40% de la superficie de la ville de Douala sera menacé par les inondations. L'ampleur sera encore plus dramatique alors que l'incidence du réchauffement climatique sur la montée du niveau des cours d'eau et des mers est de plus en plus importante. En effet, les scénarios les plus extrêmes montrent que d'ici 2050, l'eau montera de près de 80 cm dans le golfe de Guinée en Afrique (ONU Habitat, 2008).

Il apparaît que la persistance de ce risque majeur est surtout liée aux comportements des populations locales, mais aussi à ceux des structures étatiques. L'analyse des solutions engagées permet de constater qu'elles ont été insuffisantes. Aujourd'hui, l'urgence est de trouver des financements innovants et pérennes pour soutenir les nombreux projets d'assainissement, de mieux planifier et mieux contrôler l'installation des populations, mais aussi d'impliquer davantage les populations concernées dans la recherche de solutions, tout en les sensibilisant aux risques naturels auxquels elles sont exposées. 🌿

■ Bibliographie

- Ela, J.M. (1983). *La ville en Afrique noire*. Paris, Karthala, 227 p.
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. (2007). *Changements climatiques 2007 : Rapport de synthèse*. 103 p. (En ligne) : [<https://bit.ly/1reLUd0>] (consulté le 15 août 2018).
- Mounde, Abdel Rahofou. (2017). *Mise en place d'un dispositif de lutte efficace contre les inondations dans le bassin versant de Bobongo au sud de la ville de Douala*. Mémoire de Master en Urbanisme et aménagement, Université de Yaoundé I, 129 p.
- ONU Habitat. 2008. *State of the World's Cities 2008-2009 : Harmonious Cities*. Earthscan, 264 p.
- Tongue, Rod. (2014). « Cameroun : Le Forum urbain national passe les villes camerounaises sous scanner », dans *Méditerranée*. (En ligne) : [<https://bit.ly/2Ms0jnn>] (consulté le 15 août 2018)



Exemple de constructions informelles dans la ville de Douala.

Crédit photo : Adobe Stock – alsincro